



## *SOMMAIRE*

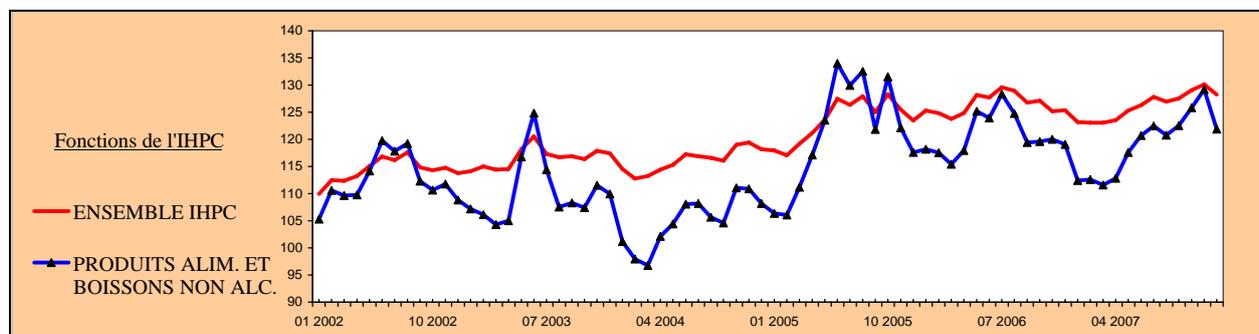
<b>Secteur réel</b> .....	<b>3</b>
<b>Secteur finances publiques</b> .....	<b>8</b>
<b>Secteur monétaire</b> .....	<b>13</b>
<b>Secteur extérieur</b> .....	<b>16</b>
<b>Définitions et abréviations</b> .....	<b>21</b>
<b>Crédit des contributions</b> .....	<b>22</b>

## Secteur réel

La situation du secteur réel du 4ème trimestre 2007, comparativement au trimestre précédent, se caractérise par la poursuite de la hausse des prix à la consommation, des prix des animaux et des produits agricoles.

### INDICE HARMONISE DES PRIX A LA CONSOMMATION (IHPC)

IHPC Trimestriel Base 100 = 1996	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	Glissement	
	2006	2007	2007	2007	2007	trimestriel	annuel
<b>ENSEMBLE IHPC</b>	<b>125,9</b>	<b>123,1</b>	<b>125,0</b>	<b>127,4</b>	<b>129,1</b>	<b>1,3%</b>	<b>2,6%</b>
PRODUITS ALIM. ET BOISSONS NON ALC.	119,6	112,2	117,0	121,9	125,6	3,1%	5,1%
BOISSONS ALCOOLISEES, TABACS ET STUPEFIANTS	133,3	131,9	133,1	132,1	133,9	1,4%	0,4%
ART. D'HABILLEMENT ET ARTICLES CHAUSSANTS	120,6	123,0	123,0	123,0	123,0	0,0%	2,0%
LOGEMENT, EAU, ELECTRICITE, GAZ, AUTRES COMB.	126,6	118,9	119,5	118,8	122,2	2,8%	-3,5%
AMEUBL., EQUIP. MENAGER, ENTRET. MAISON	108,2	108,2	108,2	108,3	109,8	1,3%	1,5%
SANTE	108,8	108,9	108,9	108,9	108,9	0,0%	0,1%
TRANSPORTS	140,9	140,7	143,3	148,9	148,1	-0,5%	5,1%
COMMUNICATION	159,8	159,8	159,8	159,8	159,8	0,0%	0,0%
LOISIRS, SPECTACLES ET CULTURE	107,4	107,2	107,1	107,1	107,2	0,1%	-0,3%
ENSEIGNEMENT	149,1	149,1	149,1	149,1	149,9	0,5%	0,5%
HOTELS, CAFES, RESTAURANTS	147,2	150,1	148,9	149,4	150,3	0,6%	2,1%
AUTRES BIENS ET SERVICES	115,8	115,7	115,7	115,7	116,6	0,7%	0,7%



**Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC)**

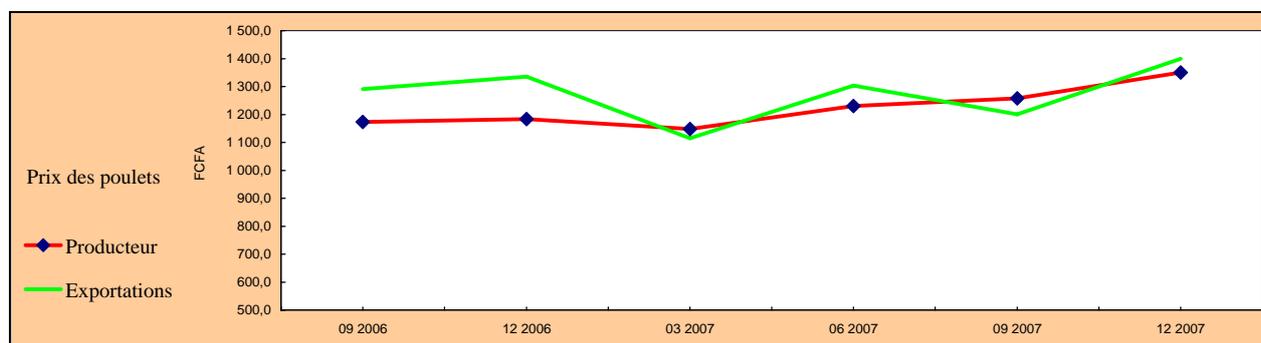
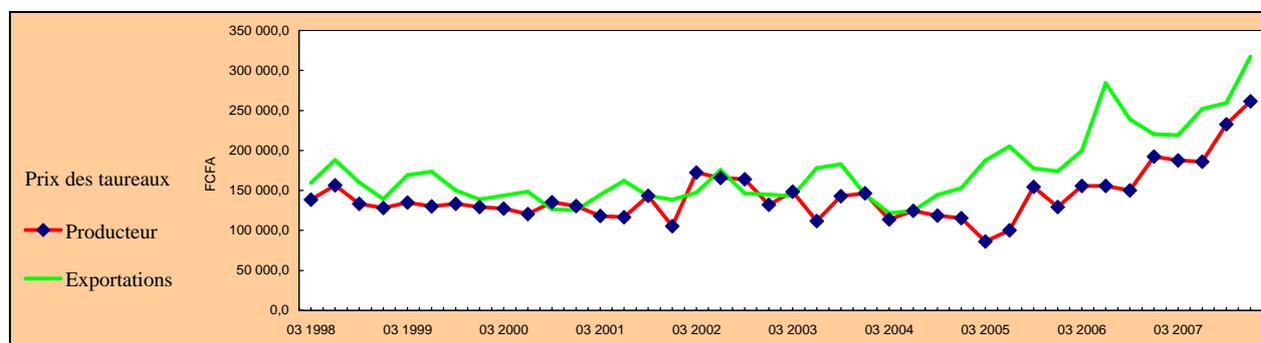
Le quatrième trimestre de 2007 est marqué par une hausse de l'indice des prix à la consommation tant en glissement trimestriel (1,3%) qu'annuel (2,6%). La hausse enregistrée sur les prix des produits alimentaires (de 3,1%), le renchérissement des prix des services de logement et des biens énergétiques (de 2,8%) expliquent en grande partie le relèvement de 1,3% du niveau général des prix à la consommation par rapport au trimestre précédent.

Quant à la hausse par rapport au dernier trimestre de 2006, malgré la baisse constatée sur les prix des services de logement et des biens énergétiques (de 3,5%), elle s'explique essentiellement par la hausse des prix des produits alimentaires de 5,1%, des services de transport de 5,1%, des services d'hôtellerie et de restauration de 2,1% et des articles d'habillement de 2%.

**Sources : I.N.S.D.**

**PRIX DES PRODUITS DE L'ELEVAGE**

Prix sur les marchés de référence En Francs CFA	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	Glissement	
	2006	2007	2007	2007	2007	trimestriel	annuel
Prix au producteur du taureau	192 500,0	187 438,0	186 097,0	232 619,0	261 468,0	12,4%	35,8%
Prix à l'exportation du taureau	220 344,0	218 924,0	251 695,0	259 425,0	317 216,0	22,3%	44,0%
Prix au producteur du bélier	36 688,0	33 579,0	31 390,0	36 102,0	50 000,0	38,5%	36,3%
Prix à l'exportation du bélier	61 227,0	50 554,0	63 485,0	68 855,0	75 000,0	8,9%	22,5%
Prix au producteur du bouc	17 366,0	17 156,0	15 869,0	23 033,0	30 000,0	30,2%	72,8%
Prix à l'exportation du bouc	27 796,0	29 359,0	28 623,0	28 855,0	35 000,0	21,3%	25,9%
Prix au producteur du poulet	1 184,0	1 148,0	1 230,0	1 258,0	1 350,0	7,3%	14,0%
Prix à l'exportation du poulet	1 335,0	1 115,0	1 304,0	1 201,0	1 400,0	16,6%	4,9%
Prix au producteur de la pintade	1 247,0	1 026,0	1 236,0	1 362,0	1 450,0	6,5%	16,3%
Prix à l'exportation de la pintade	1 256,0	1 217,0	1 235,0	1 283,0	1 500,0	16,9%	19,4%

**PRIX DES PRODUITS DE L'ELEVAGE**

Le quatrième trimestre de l'année 2007 s'est caractérisé par une hausse générale des prix des animaux comparativement à leur niveau du trimestre précédent. Dans l'ensemble ces prix ont été influencés par les fêtes de fin d'année (Tabaski, Noël et nouvel an).

Sur les marchés de production les prix des taureaux de race zébu sont passés d'une moyenne de 232 619 F au troisième trimestre à 261 468 F, soit en glissement trimestriel des hausses de 12,4%; les hausses les plus sensibles étant constatées sur les marchés de Gorom-Gorom et Yilou. Sur les marchés d'exportation tels Pouytenga et Fada N'Gourma certains taureaux étaient proposés à 350 000 F, voire 400 000 F. Comparativement au trimestre précédent les hausses en glissement trimestriel sur les marchés d'exportation ont été de 22,3%.

Les prix des béliers de race sahélienne ont connu les plus fortes hausses aussi bien sur les marchés de production que d'exportation du fait de la forte demande liée à la Tabaski. En moyenne ces prix sont passés de 36 000 F à 50 000 F sur les marchés de production et 68 000 F à 75 000 F sur les marchés d'exportation, soit des variations respectives en glissement trimestriel de 38,5% et de 8,9%.

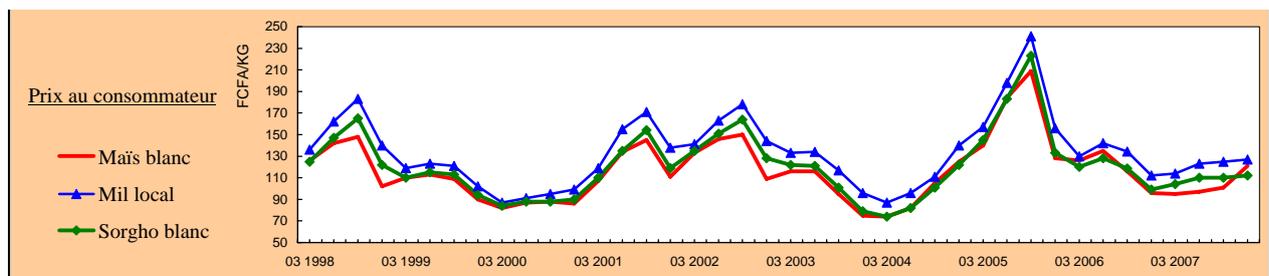
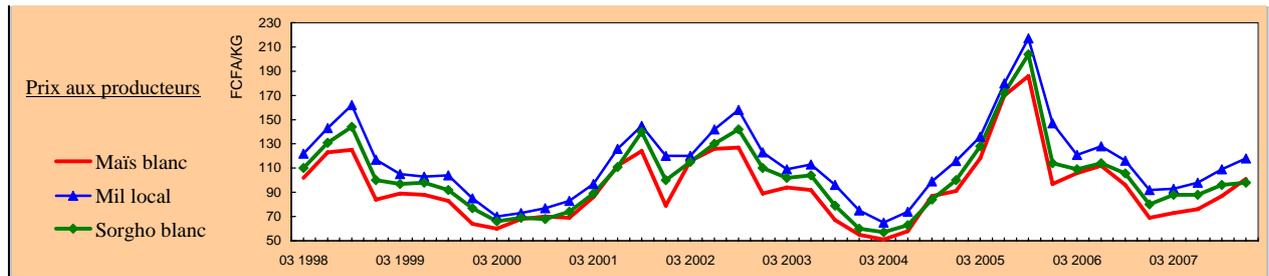
Comme les ovins, les caprins ont connu de fortes fluctuations de leurs prix ; toutefois, on relève au cours du trimestre écoulé des variations plus importantes des prix des boucs de race sahélienne sur les marchés de production, passant de 23 000 F au troisième trimestre à 30 000 F au quatrième trimestre, soit une variation de +30,2% ; au plan extérieur, ces variations ont été de +21,3%.

Les prix à l'exportation de la volaille ont connu des variations d'environ +17% contre 6,5% et 7,3% respectivement pour les pintades et les poulets au niveau des producteurs.

Sources : Ministère des Ressources Animales (MRA)

### PRIX DES PRODUITS AGRICOLES

Prix sur les marchés de référence (En FCFA / Kg)	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	Glissement	
	2006	2007	2007	2007	2007	trimestriel	annuel
Prix au producteur du maïs blanc	69,0	73,0	76,0	87,0	101,0	16,1%	46,4%
Prix au consommateur du maïs blanc	96,0	95,0	97,0	101,0	121,0	19,8%	26,0%
Prix au producteur du mil local	92,0	93,0	98,0	109,0	118,0	8,3%	28,3%
Prix au consommateur du mil local	112,0	114,0	123,0	125,0	127,0	1,6%	13,4%
Prix au producteur du sorgho blanc	80,0	88,0	88,0	96,0	98,0	2,1%	22,5%
Prix au consommateur du sorgho blanc	99,0	104,0	110,0	110,0	112,0	1,8%	13,1%



Les résultats prévisionnels de la campagne agricole 2007/2008 ont fait état d'un excédent céréalier théorique d'environ 777 000 tonnes. Il en ressort que 15 provinces, sur les 45 que compte le Burkina, sont déficitaires.

Sur les marchés céréaliers, on a observé une hausse des prix des principales céréales dès le mois d'octobre (période de récolte). Pour faire face à cette augmentation anormale des prix, le gouvernement a déployé dès la mi-novembre dans les 15 provinces déficitaires le stock d'intervention aux prix social de 9 000 FCFA le sac de 100kg. Cette action dissuasive vise à contenir la flambée des prix et à favoriser l'accès de couches vulnérables de la population aux céréales. Parallèlement, les concertations entre le gouvernement et les acteurs de la filière céréalrière ont débouché sur les prix de vente consensuels suivants dans les provinces déficitaires:

- 11 000 FCFA pour le sac de 100Kg de sorgho blanc et de maïs blanc.
- 11 500 FCFA pour le sac de 100Kg de mil local.

Les perturbations climatiques enregistrées au cours de la campagne agricole dans certaines régions ont entraîné la psychose d'un déficit généralisé non fondé sur l'ensemble du pays. Les prix des principales céréales ont donc subi une hausse de forte amplitude dès le mois d'octobre.

Sur les marchés de collecte, la hausse des prix au producteur par rapport au trimestre passé est de 16,1% pour le maïs blanc, de 8,3% pour le mil local et de 2,1% pour le sorgho blanc.

Les prix au consommateur du maïs blanc ont connu les plus fortes hausses. Par rapport au trimestre passé, les hausses de prix sont de l'ordre de 19,8% pour le maïs blanc, 1,6% pour le mil local et 1,8% pour le sorgho blanc. Comparativement à la même période de l'année précédente, on enregistre une hausse de prix de 26% pour le maïs blanc, 13,4% pour le mil local et 13,1% pour le sorgho blanc.

Par rapport à la moyenne des 5 dernières années, les prix au consommateur sont en hausse de 22% pour le maïs blanc, de 8% pour le mil local et de 5% pour le sorgho blanc.

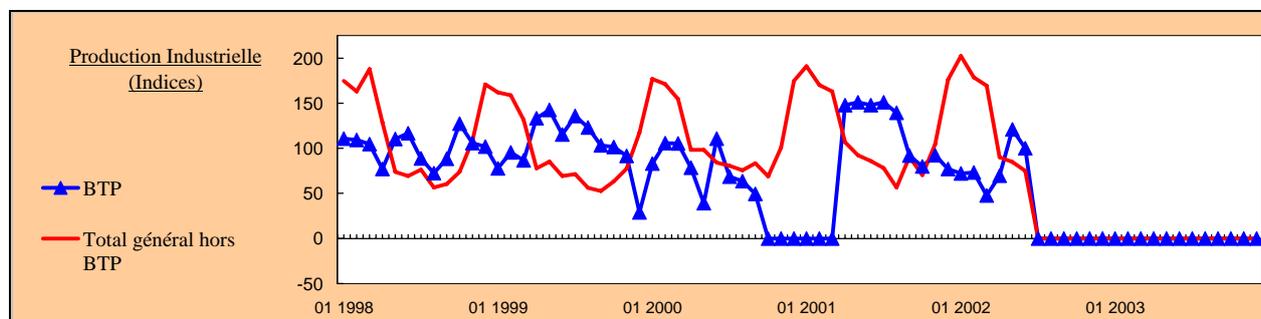
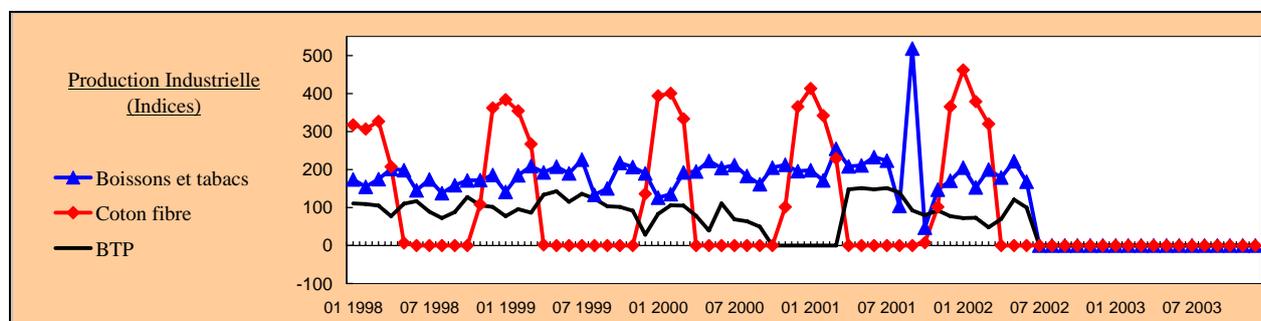
Depuis le lancement des différentes actions par gouvernement (vente à prix social, détermination de prix consensuels par les acteurs de la filière céréalrière) le niveau d'approvisionnement des marchés s'est amélioré. Une légère tendance à la baisse a commencé à être observée dès la mi-novembre (période de lancement de la vente à prix social) sur les marchés de références des provinces déficitaires et se poursuit. De l'avis de certains acteurs du marché, le niveau actuel d'approvisionnement et des prix, serait induit par les fêtes de fin d'années et pour d'autres, par les actions du gouvernement. Les différentes mesures prises par le gouvernement ont permis dans les provinces déficitaires, d'atténuer visiblement les difficultés d'accès des populations vulnérables aux céréales. Les transferts de céréales des provinces excédentaires vers ces provinces déficitaires ont également commencé à s'opérer par le jeu des acteurs et se poursuivent.

Les périodes à venir pourraient toutefois se caractériser par une légère hausse des prix d'autant plus que c'est la période de constitution des stocks. Les prix des céréales dans les provinces déficitaires par contre pourraient connaître une baisse si d'aventure les acteurs mettaient en application les résolutions prises lors de la rencontre gouvernement-acteurs de la filière céréalrière.

Sources : SO.NA.GE.S.S. (SIM)

### INDICE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (IPI)

IPI Trimestriel Base 100 en 1990, Données brutes.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Glissement	
	2001	2001	2001	2002	2002	trimestriel	annuel
COTON FIBRE (SOFITEX)	0,0	0,0	158,3	386,8			
PRODUITS ALIMENT., BOISSONS ET TABACS	93,0	87,6	126,0	163,5	74,6	-54,4%	-19,8%
INDUSTRIES DES TEXTILES (y compris coton)	0,0	0,0	129,5	316,4			
INDUSTRIES EXTRACTIVES	0,0	0,0	0,0				
INDUSTRIES MANUFACT. (Hors Coton)	121,2	95,7	114,8	150,1	106,1	-29,3%	-12,5%
BOISSONS ET TABAC	216,9	281,8	121,4	186,1	189,4	1,7%	-12,7%
AUTRES INDUSTRIES MANUFACT.	110,0	73,9	114,0	145,9	96,6	-33,8%	-12,2%
BOULANGERIES, MEUNERIES	28,4	19,1	27,9	34,7	19,8	-42,8%	-30,2%
AUTRES INDUST. ALIMENTAIRES	56,9	17,4	168,7	205,3	38,9	-81,1%	-31,7%
INDUST. TEXTILES (Hors SOFITEX)	0,0	0,0	0,0				
INDUSTRIES CHIMIQUES	103,7	68,4	41,6	83,4	80,1	-3,9%	-22,7%
OUVRAGES EN BOIS ET METAUX	92,8	61,1	61,2	94,0	81,8	-12,9%	-11,8%
ELECTRICITE, GAZ ET EAU	225,1	173,4	185,1	219,7	218,3	-0,7%	-3,1%
<b>TOTAL GENERAL HORS BTP</b>	<b>95,1</b>	<b>75,1</b>	<b>117,0</b>	<b>183,5</b>	<b>83,4</b>	<b>-54,6%</b>	<b>-12,3%</b>
BATIMENTS ET TRAVAUX PUBLICS	149,0	127,5	83,1	64,2	96,8	50,7%	-35,0%



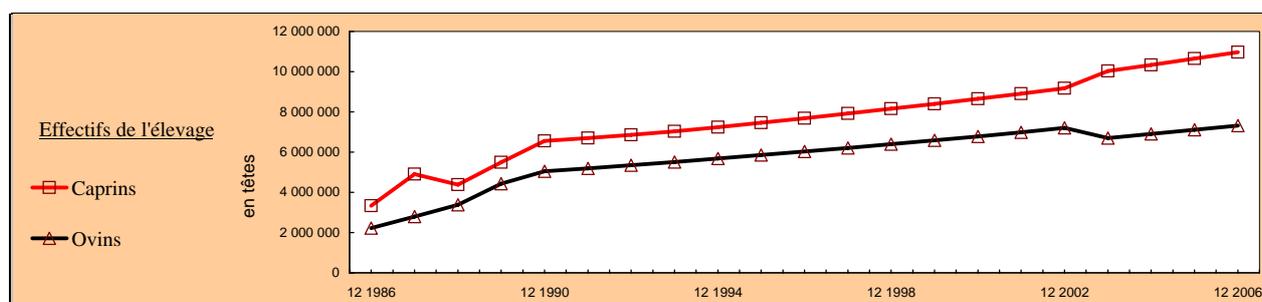
Sources : I.N.S.D

*Suite à certaines difficultés, l'Indice de la production industrielle a connu une suspension depuis le second trimestre 2002. En conséquence, les données qui figurent dans ce numéro ne concernent que la période avant la suspension.*

*Toutefois, dans l'espoir d'une reprise prochaine de la série des indicateurs de la production industrielle cette rubrique a été maintenue.*

**PRODUCTION DU SECTEUR DE L'ELEVAGE**

Effectifs (en têtes et en milliers de têtes)	déc 2003	déc 2004	déc 2005	déc 2006	déc 2007	Croissance moyenne	
						2003-2007	2006-2007
Effectif de bovins (en têtes)	7 311 544	7 458 000	7 607 000	7 759 000	7 914 180	2,0%	2,0%
Effectif d'ovins (en têtes)	6 702 640	6 904 000	7 110 000	7 324 000	7 543 720	3,0%	3,0%
Effectif de caprins (en têtes)	10 035 687	10 337 000	10 647 000	10 966 000	11 294 980	3,0%	3,0%
Effectif de la volaille (poules + pintades) (en milliers de têtes)	30 501	31 416	32 358	33 329	34 329	3,0%	3,0%

**EFFECTIFS DU CHEPTTEL**

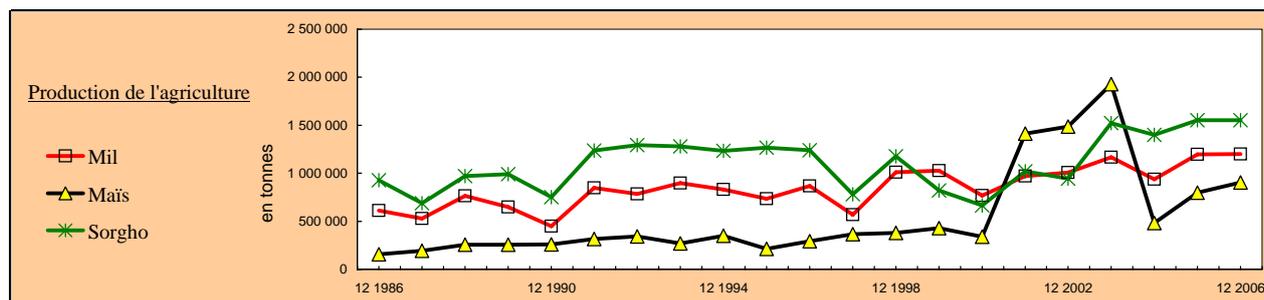
L'évolution des effectifs du cheptel national a connu une croissance soutenue de 1985 à 2003 (année de la réalisation de la deuxième enquête nationale sur les effectifs du cheptel),

Suite à la deuxième enquête nationale sur les effectifs du cheptel (ENECII), ces effectifs sont actualisés chaque année sur la base de taux de croît définie à partir de l'enquête démographique sur le cheptel de 1989. En attendant les résultats de l'enquête nationale de suivis des troupeaux (ENST) pour disposer de paramètres zootechniques actualisés, les taux suivants sont toujours appliqués : 2% pour les bovins et 3% pour les ovins, les caprins et la volaille.

Sources : Série de rapports statistiques annuels du Ministère des Ressources Animales (MRA)

**PRODUCTION DU SECTEUR DE L'AGRICULTURE**

Production de l'agriculture	déc 2002	déc 2003	déc 2004	déc 2005	déc 2006	Croissance moyenne	
						2002-2006	2005-2006
Production brute total de céréales	3 520 766	4 722 261	2 901 973	3 649 533	3 858 224	2,3%	5,7%
dont : Production brute de mil (en tonnes)	1 008 051	1 165 506	937 630	1 196 253	1 198 656	4,4%	0,2%
dont : Production brute de sorgho (en tonnes)	944 605	1 522 477	1 399 302	1 552 911	1 553 830	13,3%	0,1%
dont : Production brute de maïs (en tonnes)	1 485 110	1 927 983	481 474	799 052	905 713	-11,6%	13,3%



D'une manière générale, les spéculations céréalières se sont accrues de plus d'environ 10%, entre 2002 et 2006, ce qui donne un taux de croît annuel moyen de 2,3%.

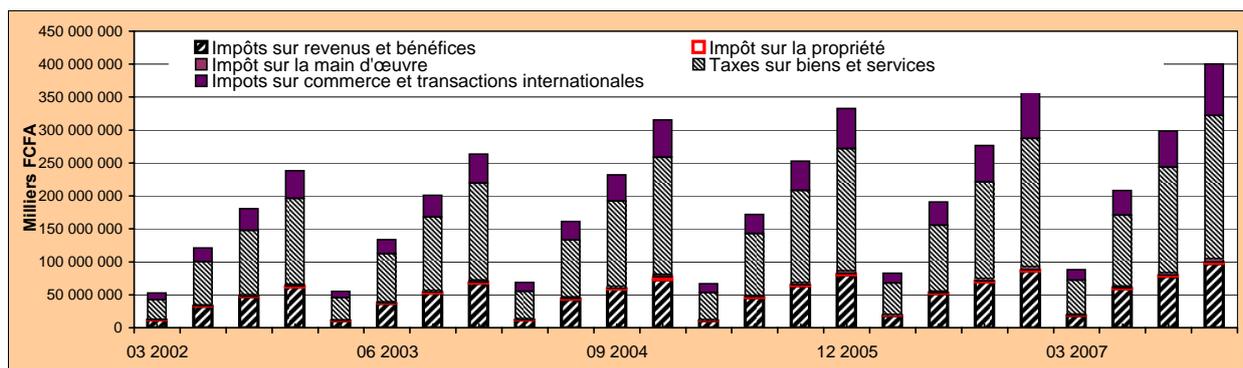
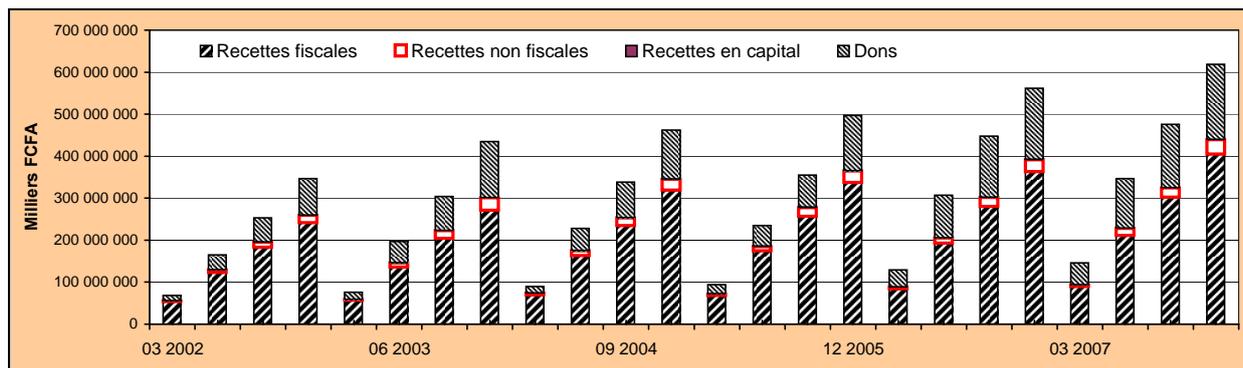
Sources : SONAGESS ET DGPSA

## Finances publiques

En 2007, les recettes et dons mobilisés se sont élevés à 618,5 milliards de francs CFA contre 561,9 milliards de francs CFA en 2006. Les dépenses et prêts nets quant à eux, se sont exécutés à hauteur de 839,4 milliards de francs CFA contre 733,5 milliards de francs CFA en 2006. Il se dégage un déficit base engagement de 220,9 milliards de francs CFA et un déficit base caisse de 201,3 milliards de francs CFA. Cependant, la réalisation des recettes et dons est en deçà des prévisions budgétaires de 117,7 milliards et l'exécution des dépenses l'est pour 133,5 milliards de francs CFA.

### RECETTES TOTALES ET DONS

RECETTES CUMULEES (En milliers FCFA)	Prévision budgétaire (2007)						Glissement	
		4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	trimestriel	annuel
		2006	2007	2007	2007	2007		
		Réal.	Est.	Est.	Est.	Est.		
<b>Recettes totales et dons</b>	<b>736 173 372</b>	<b>561 898 811</b>	<b>146 174 412</b>	<b>346 420 711</b>	<b>475 481 986</b>	<b>618 508 448</b>	<b>30,1%</b>	<b>10,1%</b>
Recettes totales	488 707 506	391 918 600	93 738 396	228 063 215	324 829 710	439 375 671	35,3%	12,1%
Recettes courantes	488 539 762	391 296 198	93 722 845	227 993 801	324 748 585	439 219 387	35,2%	12,2%
Recettes fiscales	448 872 530	362 324 209	89 260 481	210 511 957	301 406 741	404 366 701	34,2%	11,6%
Impôts sur revenus et bénéfices	119 669 882	85 737 288	18 336 490	59 085 816	77 849 824	97 369 756	25,1%	13,6%
Impôt sur la main d'œuvre	5 807 481	4 891 846	1 591 983	2 930 334	4 083 489	5 251 516	28,6%	7,4%
Taxes sur biens et services	253 406 765	194 347 024	51 800 589	108 107 383	160 363 329	217 448 507	35,6%	11,9%
Taxe sur le commerce et les transactions internationales	62 576 199	71 285 018	15 948 985	37 190 350	54 449 990	78 128 013	43,5%	9,6%
Autres recettes fiscales	4 319 057	3 983 270	1 010 910	2 165 047	3 216 950	4 265 510	32,6%	7,1%
Recettes non fiscales	39 667 232	28 971 988	4 462 363	17 481 845	23 341 845	34 852 686	49,3%	20,3%
Recettes en capital	167 744	622 403	15 551	69 414	81 124	156 284	92,6%	-74,9%
<b>Dons</b>	<b>247 465 866</b>	<b>169 980 210</b>	<b>52 436 016</b>	<b>118 357 496</b>	<b>150 652 276</b>	<b>179 132 777</b>	<b>18,9%</b>	<b>5,4%</b>
Projets	144 630 809	112 339 210	39 439 016	71 061 496	93 503 276	115 012 777	23,0%	2,4%
Programmes	102 835 057	57 641 000	12 997 000	47 296 000	57 149 000	64 120 000	12,2%	11,2%

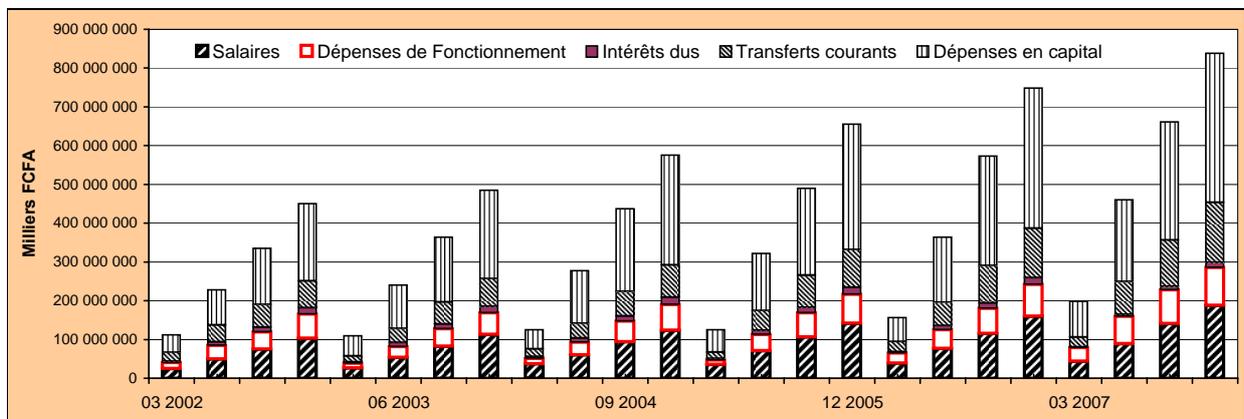
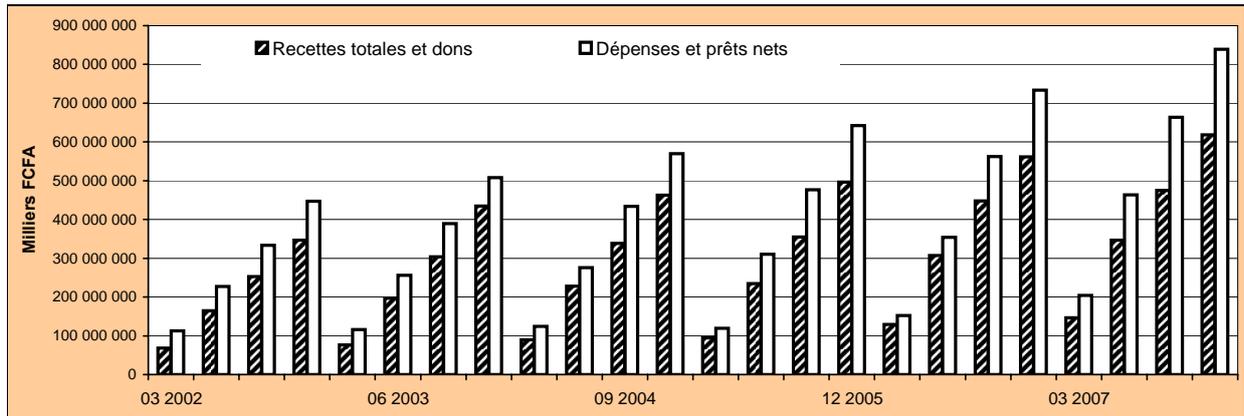


Sur une prévision budgétaire annuelle de 488,7 milliards de francs CFA, la réalisation des recettes propres (la somme des recettes courantes et des recettes en capital) pour l'année 2007 s'est établie à 439,4 milliards de francs CFA, soit un taux de recouvrement de 89,9% contre 88,3% en 2006. Comparé au niveau de recouvrement de 2006, les résultats atteints en 2007 sont en progression de 12,1%, imputable à la hausse (12,2%) des recettes courantes (la somme des recettes fiscales et non fiscales). Cette augmentation des recettes courantes est due à l'accroissement de 11,6% des recettes fiscales d'une part et à la hausse de 20,3% des recettes non fiscales d'autre part. En effet, les rubriques comme la TVA et la TPP au niveau des recettes fiscales se sont accrues de plus de 10% tandis que l'accroissement est porté par les ventes non industrielles (12,9%), les produits financiers (14,0%) et les autres recettes non fiscales (50,6%) dans les recettes non fiscales. Les dons (projet et programme) enregistrent un taux d'augmentation de 5,4%, mais l'écart entre les réalisations et les prévisions est de 68,3 milliards de francs CFA.

Sources : Ministère de l'Economie et des Finances

### DEPENSES ET PRETS NETS

DEPENSES CUMULEES (En milliers FCFA)	Prédiction budgétaire (année courante)	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	Glissement		
		2006	2007	2007	2007	2007	trimestriel	annuel	
		Réal.	Est.	Est.	Est.	Est.			
<b>Dépenses et prêts nets</b>	<b>972 838 163</b>	<b>733 539 278</b>	<b>204 247 795</b>	<b>463 307 881</b>	<b>663 913 536</b>	<b>839 362 329</b>		<b>26,4%</b>	<b>14,4%</b>
Dépenses	969 665 757	748 180 426	198 054 392	460 149 823	661 466 371	838 337 733		26,7%	12,1%
Dépenses courantes	449 038 783	387 266 552	106 538 090	249 731 232	356 534 520	453 583 872		27,2%	17,1%
Salaires	187 935 478	159 949 051	43 367 984	89 229 338	140 544 722	188 040 598		33,8%	17,6%
Dépenses de Fonctionnement	104 547 966	82 219 299	35 890 414	70 343 409	87 182 697	97 517 310		11,9%	18,6%
Intérêts dus	9 150 337	17 348 166	1 830 670	5 164 026	9 089 192	13 054 659		43,6%	-24,7%
Transferts courants	147 405 002	127 750 036	25 449 023	84 994 458	119 717 909	154 971 305		29,4%	21,3%
Dépenses en capital	520 626 974	360 913 874	91 516 302	210 418 591	304 931 850	384 753 860		26,2%	6,6%
financées sur ressources propres	162 697 533	154 840 166	22 513 676	71 564 584	105 181 021	143 898 264		36,8%	-7,1%
Prêts nets	3 172 406	-14 641 148	6 193 403	3 158 058	2 447 165	1 024 596		-58,1%	-107,0%

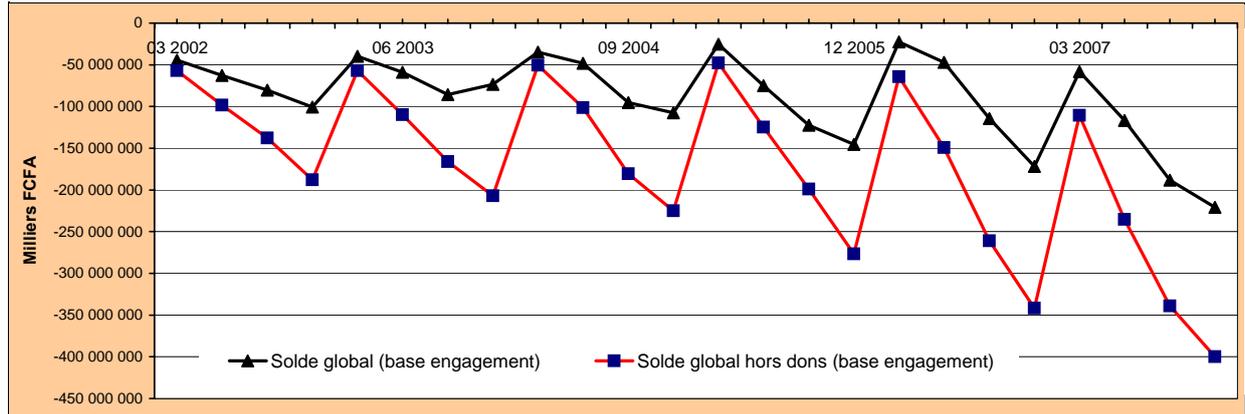


Prévus dans le budget pour atteindre 972,8 milliards de francs CFA en 2007, les dépenses et prêts nets ont finalement été exécutés à hauteur de 839,36 milliards de francs CFA contre 733,5 milliards en 2006, soit un taux d'exécution de 86,29% correspondant à une progression de 14,4% en glissement annuel. Cela s'explique, en grande partie par l'accroissement des dépenses courantes (de 17,1%), notamment les transferts courants (21,3%), les dépenses de fonctionnement (18,6%) et les dépenses de personnel (17,6%); mais dans une moindre mesure par celui des dépenses en capital (6,6%), malgré le recul des dépenses en capital financées sur ressources propres (-7,1%). Quant aux prêts nets, leur signe positif montre que les avances et rétrocessions d'emprunt d'Etat sont supérieures aux remboursements de prêts (hors emprunt d'Etat). Mais du premier trimestre au dernier trimestre 2007, on peut constater une recrudescence des remboursements de prêts à l'Etat (baisse régulière des prêts nets).

Sources : Ministère de l'Economie et des Finances

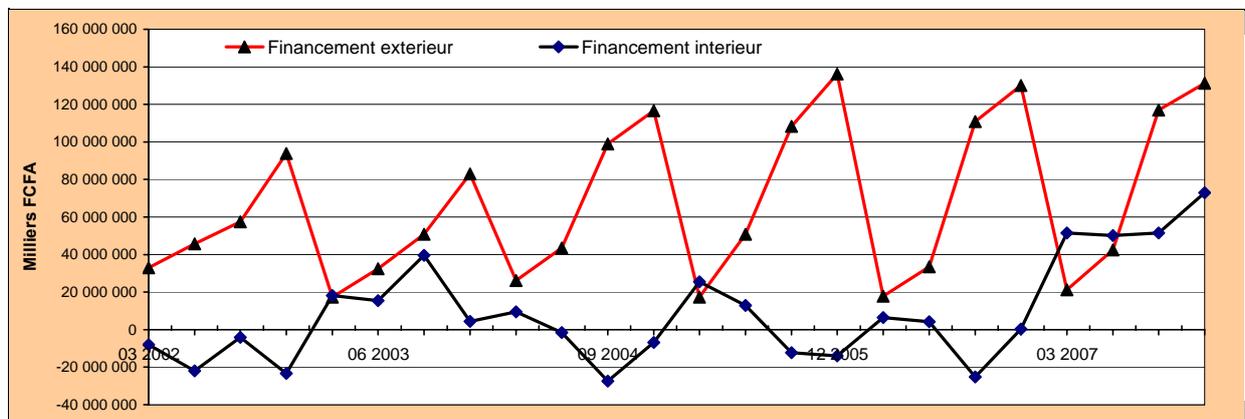
**SOLDES ET FINANCEMENT**

SOLDE GLOBAL (Cumulés, milliers FCFA)	Prévision budgétaire (année courante)	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	Glissement		
		2006	2007	2007	2007	2007	trimestriel	annuel	
		Réal.	Est.	Est.	Est.	Est.			
<b>Solde global (base engagement)</b>	<b>-236 664 791</b>	<b>-171 640 468</b>	<b>-58 073 383</b>	<b>-116 887 170</b>	<b>-188 431 550</b>	<b>-220 853 881</b>		17,2%	28,7%
Solde global hors dons (base engagement)	-484 130 657	-341 620 678	-110 509 399	-235 244 666	-339 083 826	-399 986 658		18,0%	17,1%
Solde primaire		-324 272 512	-108 678 729	-230 080 640	-329 994 634	-386 931 999		17,3%	19,3%
Solde de base	-149 801 216	-138 156 778	-47 506 774	-113 892 276	-171 125 805	-192 008 589		12,2%	39,0%
<b>Solde global (base caisse)</b>	<b>-236 664 791</b>	<b>-134 435 621</b>	<b>-71 033 340</b>	<b>-96 819 202</b>	<b>-171 190 203</b>	<b>-201 245 412</b>		17,6%	49,7%
Solde global hors dons (base caisse)	-484 130 657	-304 415 832	-123 469 356	-215 176 698	-321 842 480	-380 378 189		18,2%	25,0%



En 2007, l'exécution de la loi de finances dégage un déficit base engagement de 220,9 milliards de Francs CFA, en hausse de 28,7% par rapport à 2006. Cela témoigne d'un plus grand accroissement des dépenses et prêts nets par rapport aux recettes et dons, lié surtout au relèvement du niveau des dépenses courantes. Sur la base caisse, le déficit affiche un montant de 201,3 milliards de francs CFA contre 134,4 milliards de francs CFA en 2006, soit une hausse de 49,7%. Ce déficit est financé par l'extérieur à hauteur de 64,3% (soit 131,3 milliards de francs CFA) et, pour 35,7% par l'intérieur. Pourtant en terme de revalorisation, le financement intérieur a connu un boom par rapport à l'année 2006, dû aux recettes engrangées de la privatisation de l'ONATEL. Ces recettes de privatisation auraient permis à l'Etat de réduire ses engagements vis-à-vis du secteur bancaire.

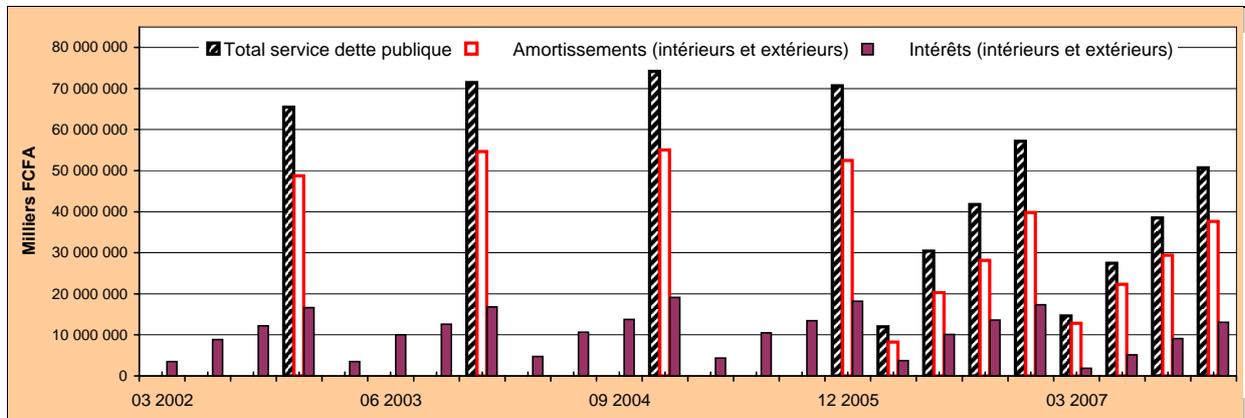
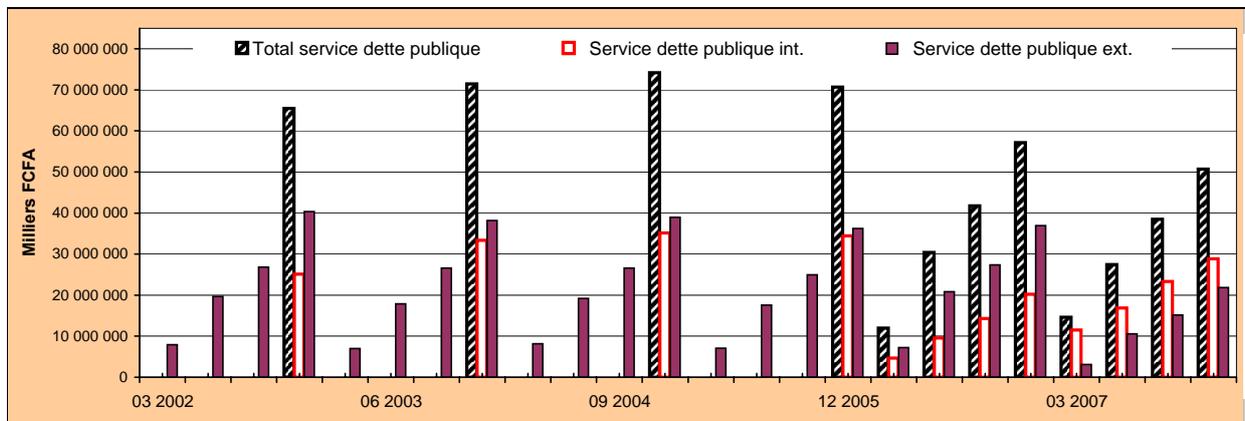
FINANCEMENT (Cumulés, milliers FCFA)	Prévision budgétaire (2007)	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	Glissement		
		2006	2007	2007	2007	2007	trimestriel	annuel	
		Réal.	Est.	Est.	Est.	Est.			
<b>Financement</b>	<b>236 664 791</b>	<b>130 468 282</b>	<b>72 787 772</b>	<b>92 651 097</b>	<b>168 458 238</b>	<b>204 149 710</b>		21,2%	56,5%
Financement extérieur	198 296 604	130 103 844	21 304 030	42 501 049	116 901 630	131 303 249		12,3%	0,9%
Décassements extérieurs	220 898 632	154 773 093	23 563 609	50 290 894	127 964 745	146 475 292		14,5%	-5,4%
Initiative PPTE (Allègements)	9 000 000	15 384 410	0	0	0	0			-100,0%
Amortissement de la dette extérieure	-22 602 028	-24 669 249	-2 259 579	-7 789 844	-11 063 115	-15 172 043		37,1%	-38,5%
Ajustement taux de change		0	0	0	0	0			
Financement intérieur	38 368 187	364 438	51 483 742	50 150 048	51 556 608	72 846 461		41,3%	19888,7%
Financement bancaire	-97 242 353	5 378 367	-65 958 986	-86 266 608	-80 468 880	-35 862 179		-55,4%	-766,8%
Secteur non bancaire	135 610 540	-5 013 929	117 442 728	136 416 655	132 025 488	108 708 640		-17,7%	-2268,1%
Gap de financement	0	3 967 340	-1 754 433	4 168 104	2 731 965	-2 904 298		-206,3%	-173,2%



Sources : Ministère de l'Economie et des Finances

## SERVICE DETTE PUBLIQUE

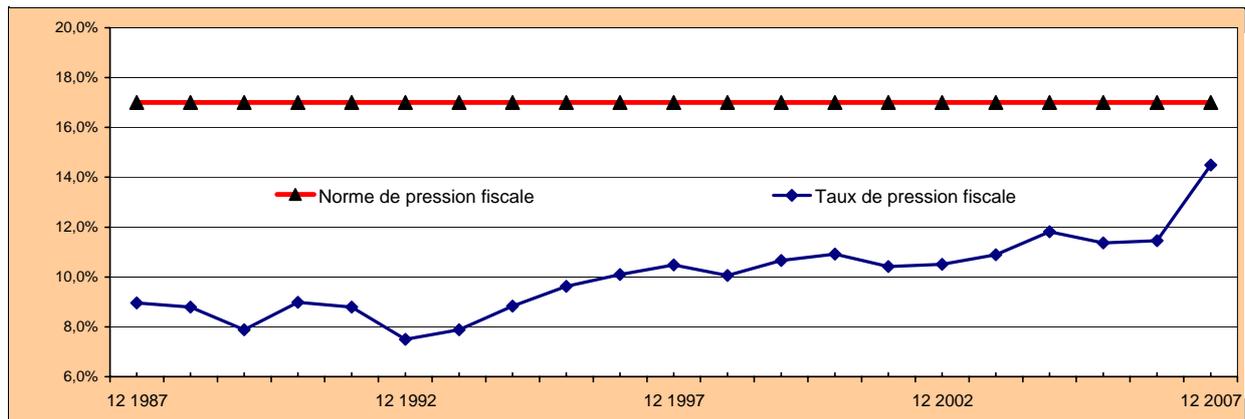
SERVICE CUMULE (En milliers FCFA)	Prévision budgétaire (année courante)	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	Glissement		
		2006						2007	
		Réal.	Est.	Est.	Est.	Est.	trimestriel	annuel	
<b>Total service dette publique</b>	<b>7 606 760</b>	<b>57 129 093</b>	<b>14 623 857</b>	<b>27 450 855</b>	<b>38 476 629</b>	<b>50 687 294</b>	<b>31,7%</b>	<b>-11,3%</b>	
Amortissements (int. et ext.)	-1 543 577	39 780 927	12 793 188	22 286 829	29 387 437	37 632 635	28,1%	-5,4%	
Intérêts (intérieurs et extérieurs)	9 150 337	17 348 166	1 830 670	5 164 026	9 089 192	13 054 659	43,6%	-24,7%	
<b>Service dette publique int.</b>	<b>26 013 974</b>	<b>20 190 115</b>	<b>11 533 561</b>	<b>16 860 078</b>	<b>23 328 620</b>	<b>28 819 867</b>	<b>23,5%</b>	<b>42,7%</b>	
Amortissements	21 058 451	15 111 677	10 533 608	14 496 985	18 324 322	22 460 592	22,6%	48,6%	
Intérêts	4 955 523	5 078 438	999 952	2 363 093	5 004 298	6 359 275	27,1%	25,2%	
<b>Service dette publique ext.</b>	<b>-18 407 214</b>	<b>36 938 977</b>	<b>3 090 297</b>	<b>10 590 777</b>	<b>15 148 009</b>	<b>21 867 427</b>	<b>44,4%</b>	<b>-40,8%</b>	
Amortissements	-22 602 028	24 669 249	2 259 579	7 789 844	11 063 115	15 172 043	37,1%	-38,5%	
Intérêts	4 194 814	12 269 728	830 718	2 800 933	4 084 895	6 695 384	63,9%	-45,4%	
<b>Service dette ext./recettes totales</b>	<b>-3,8%</b>	<b>9,4%</b>	<b>3,3%</b>	<b>4,6%</b>	<b>4,7%</b>	<b>5,0%</b>	<b>6,7%</b>	<b>-47,2%</b>	



Sources : Ministère de l'Economie et des Finances

### CONVERGENCE UEMOA

CRITERE DE 1er ET DE 2nd RANG	Normes	12 2003	12 2004	12 2005	12 2006	12 2007
<b>Critères de 1er rang</b>						
Soldes budgétaires de base / PIB nominal	≥ 0%	-1,9%	-3,1%	-3,8%	-4,8%	-6,8%
Taux d'inflation	≤ 3%	2,0%	-0,4%	6,4%	2,4%	-0,3%
Encours de la dette publique totale / PIB nominal	≤ 70%	44,8%	43,4%	42,9%	18,9%	27,9%
<b>Critères de 2nd rang</b>						
Investissements sur ressources propres / Recettes fiscales	≥ 20%	33,2%	42,7%	43,4%	42,7%	35,6%
Masse salariale / Recettes fiscales	≤ 35%	41,7%	38,8%	42,0%	44,1%	46,5%
Solde extérieur courant / PIB nominal	≤ 5%	-8,6%	-10,4%	-11,3%	-9,2%	-10,1%
Taux de pression fiscale	≥ 17%	10,9%	11,8%	11,4%	11,5%	14,5%



Sources : Ministère de l'Economie et des Finances

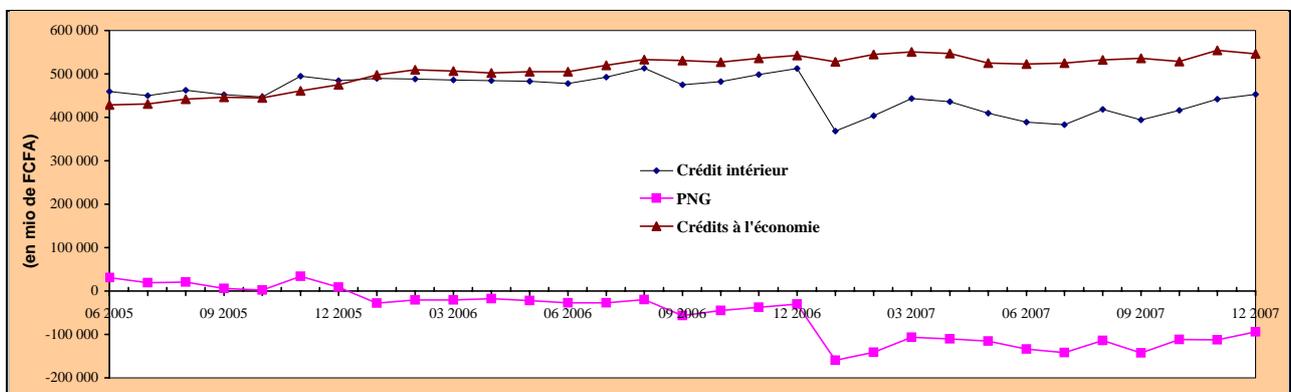
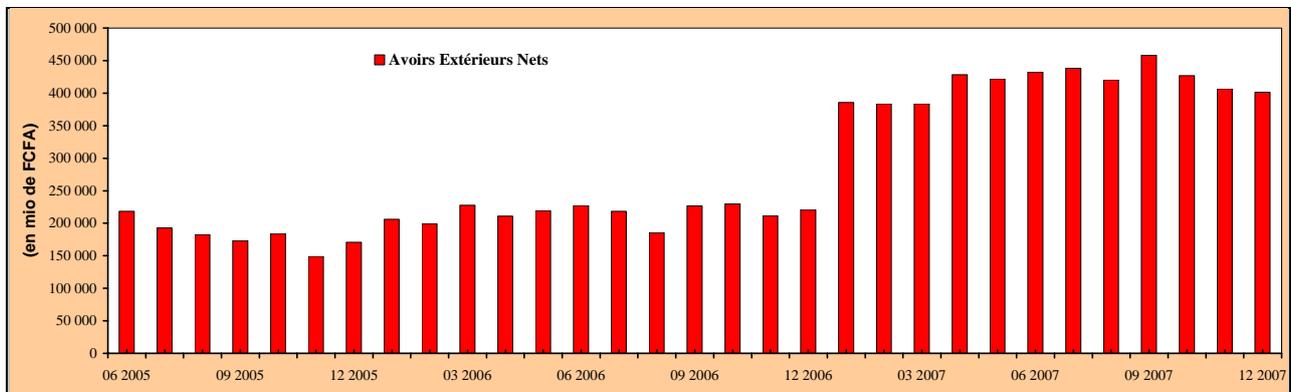
## Secteur monétaire

### AGREGATS MONETAIRES

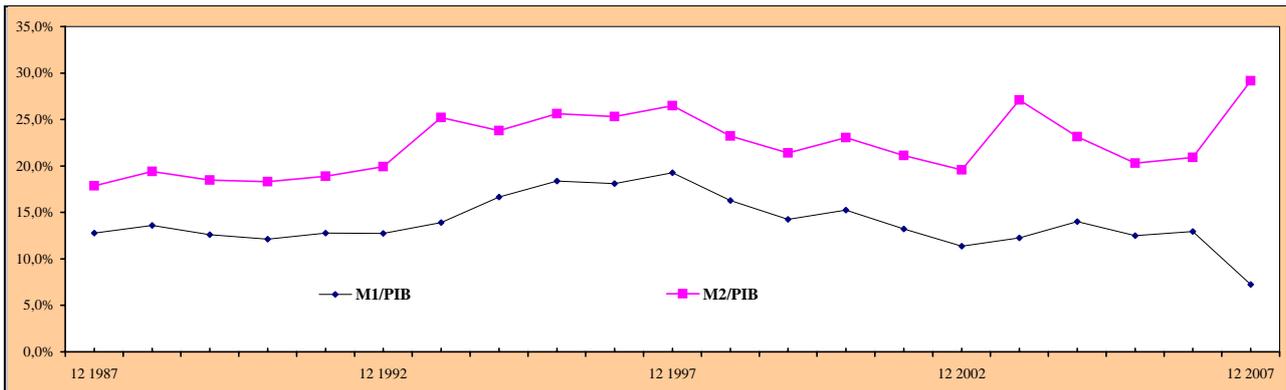
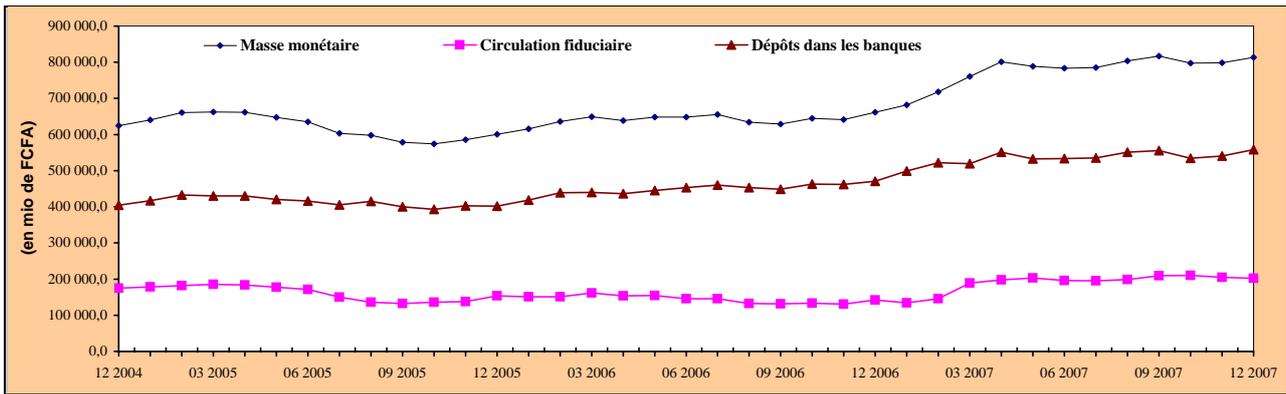
L'évolution annuelle des agrégats monétaires, a été caractérisée par un accroissement de la masse monétaire et des avoirs extérieurs nets respectivement de 21,7% et 81,7% et une contraction du crédit intérieur de 12,4% entre décembre 2006 et décembre 2007.

AGREGATS MONETAIRES En mio de FCFA (situation fin de mois)	4. Trim. 2006	1. Trim. 2007	2. Trim. 2007	3. Trim. 2007	4. Trim. 2007	Variation			
						Niv trim T-1	% trim T-1	Niv an-1	% an-1
<b>Avoirs Extérieurs Nets</b>	<b>220 994,1</b>	<b>383 946,7</b>	<b>432 265,9</b>	<b>458 293,2</b>	<b>401 598,8</b>	<b>-56 694,4</b>	<b>-12,4%</b>	<b>180 604,7</b>	<b>81,7%</b>
BCEAO	202 940,1	350 337,7	392 099,9	431 894,2	347 274,8	-84 619,4	-19,6%	144 334,7	71,1%
Banques	18 054,0	33 609,0	40 166,0	26 399,0	54 324,0	27 925,0	105,8%	36 270,0	200,9%
<b>Crédit intérieur</b>	<b>512 206,0</b>	<b>443 666,3</b>	<b>388 820,4</b>	<b>393 859,7</b>	<b>452 873,4</b>	<b>59 013,7</b>	<b>15,0%</b>	<b>-59 332,6</b>	<b>-11,6%</b>
PNG	-30 161,8	-106 903,0	-133 950,3	-142 349,3	-93 757,1	48 592,2	-34,1%	-63 595,3	210,8%
Crédits à l'économie	542 367,8	550 569,3	522 770,7	536 209,0	546 630,5	10 421,5	1,9%	4 262,7	0,8%
dont crédits à court terme	292 639,8	332 041,7	289 858,8	270 987,1	302 139,9	31 152,8	11,5%	9 500,1	3,2%
dont crédits de campagne	75 464,0	46 931,6	52 035,9	33 221,0	18 100,0	-15 121,0	-45,5%	-57 364,0	-76,0%
dont crédits à moyen et long terme	174 264,0	171 596,0	180 876,0	232 000,9	226 390,6	-5 610,3	-2,4%	52 126,6	29,9%
<b>Masse monétaire</b>	<b>661 607,3</b>	<b>760 082,2</b>	<b>783 276,1</b>	<b>817 102,0</b>	<b>813 552,8</b>	<b>-3 549,2</b>	<b>-0,4%</b>	<b>151 945,5</b>	<b>23,0%</b>
Circulation fiduciaire	142 041,3	189 407,2	196 459,1	209 143,8	202 542,6	-6 601,2	-3,2%	60 501,3	42,6%
Dépôts dans les banques	470 669,8	519 012,7	533 769,6	555 116,9	557 772,5	2 655,6	0,5%	87 102,7	18,5%
dont dépôts à vue	222 151,8	255 563,7	242 835,6	249 173,9	262 349,5	13 175,6	5,3%	40 197,7	18,1%
dont dépôts à terme	159 858,0	168 937,0	189 192,0	204 516,0	192 871,0	-11 645,0	-5,7%	33 013,0	20,7%
<b>Autres Postes Nets</b>	<b>71 592,8</b>	<b>67 530,8</b>	<b>37 810,2</b>	<b>35 050,9</b>	<b>40 919,4</b>	<b>5 868,5</b>	<b>16,7%</b>	<b>-30 673,4</b>	<b>-42,8%</b>

AGREGATS MONETAIRES	déc.03	déc.04	déc.05	déc.06	déc.07
M1/PIB	12,3%	14,0%	12,5%	13,0%	7,3%
M2/PIB	27,1%	23,1%	20,3%	20,9%	29,2%



Les avoirs extérieurs nets des institutions monétaires se sont situés à 401,6 milliards de FCFA en décembre 2007 contre 221,0 milliards de FCFA en décembre 2006, soit une hausse de 180,6 milliards de FCFA, provenant de l'accroissement tant des avoirs de la Banque Centrale que de ceux des banques.



La hausse des avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale de 154,5 milliards de FCFA résulte entièrement de celle des avoirs extérieurs bruts, les engagements extérieurs ayant augmenté au cours de l'année 2007. En effet, les avoirs extérieurs bruts se sont établis à 462,0 milliards de FCFA à fin décembre 2007 contre 275,3 milliards de FCFA à fin décembre 2006, soit une hausse de 187,7 milliards de FCFA. Quant aux engagements extérieurs, ils se sont également inscrits en hausse en passant de 72,3 milliards de FCFA à fin décembre 2006 à 105,5 milliards de FCFA à fin décembre 2007, soit +33,2 milliards de FCFA. Outre les sources traditionnelles d'alimentation des avoirs extérieurs bruts de la Banque Centrale (ressources extérieures en appui aux programmes économiques et financiers du Burkina Faso, rapatriements via-BCEAO des recettes d'exportation par les banques, etc.), la BCEAO a bénéficié en 2007, du rapatriement des recettes de privatisation de l'Office National des télécommunications (ONATEL) par le Gouvernement dont l'acquéreur a été un non résident.

La position extérieure des banques s'est améliorée de 26,1 milliards de FCFA pour se situer à 44,2 milliards de FCFA à fin décembre 2007 contre 18,1 milliards de FCFA à fin décembre 2006. Cette évolution provient d'une hausse des avoirs extérieurs bruts de 32,6 milliards de FCFA, atténuée par celle également des engagements extérieurs de 6,5 milliards de FCFA. La position extérieure des banques est principalement portée par les dépôts constitués auprès de leurs correspondants dans le cadre des opérations du commerce international.

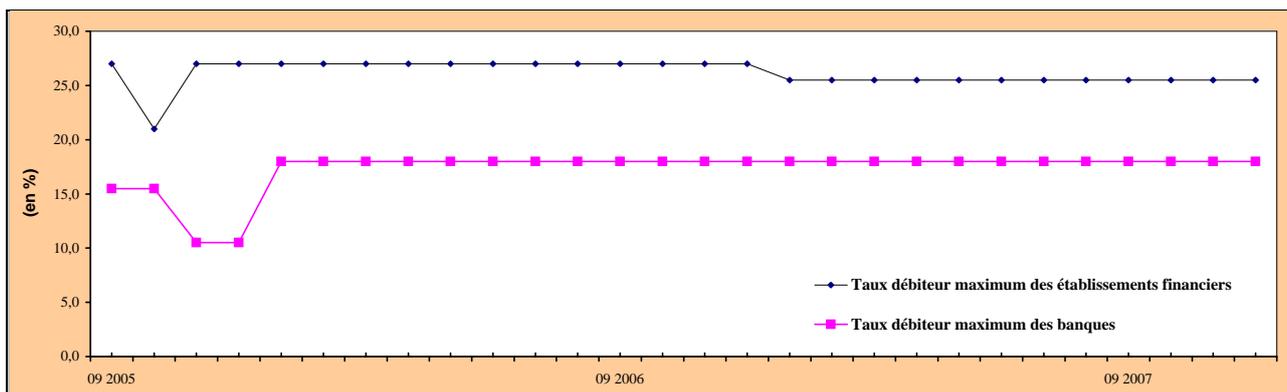
Le crédit intérieur est ressorti à 448,7 milliards de FCFA en fin d'année 2007, en baisse de 63,5 milliards de FCFA (-12,4%) par rapport à fin décembre 2006 où il s'élevait à 512,2 milliards de FCFA. Cette évolution résulte d'une amélioration de la PNG (59,8 milliards de FCFA) conjuguée à une baisse des crédits à l'économie (-3,7 milliards de FCFA).

La masse monétaire s'est accrue de 144,0 milliards de FCFA, en se situant à 805,6 milliards de FCFA à fin décembre 2007 contre 661,6 milliards de FCFA à fin décembre 2006. Cette hausse se retrouve dans les dépôts en banques pour 68,9 milliards de FCFA et dans la circulation fiduciaire pour 75,1 milliards de FCFA.

Sources : Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest

### TAUX D'INTERET

TAUX D'INTERET	4. Trim. 2006	1. Trim. 2007	2. Trim. 2007	3. Trim. 2007	4. Trim. 2007	Variation	
						Trim T-1 (%)	An-1 (%)
Taux de base minimum des banques	8,5	8,5	8,5	8,5	8,5	0,0%	0,0%
Taux de base maximum des banques	14,8	14,8	14,8	14,8	14,8	0,0%	0,0%
Taux débiteur minimum des banques	5,3	5,5	5,5	5,5	5,5	0,0%	4,8%
Taux débiteur maximum des banques	18,0	18,0	18,0	18,0	18,0	0,0%	0,0%
Taux de base minimum des établissements financiers	11,5	11,5	11,5	11,5	11,5	0,0%	0,0%
Taux de base maximum des établissements financiers	18,0	18,0	18,0	18,0	18,0	0,0%	0,0%
Taux débiteur minimum des établissements financiers	12,0	12,0	12,0	12,0	12,0	0,0%	0,0%
Taux débiteur maximum des établissements financiers	27,0	25,5	25,5	25,5	25,5	0,0%	-5,5%
Taux créditeur plancher pour petits épargnants (<5 mio FCFA)	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	0,0%	0,0%
Taux d'usure au niveau des banques	18,0	18,0	18,0	18,0	18,0	0,0%	0,0%
Taux d'usure au niveau des établissements financiers	27,0	27,0	27,0	27,0	27,0	0,0%	0,0%



Au cours du troisième trimestre 2007, les taux directeurs de la BCEAO n'ont pas varié, le taux de pension et le taux d'escompte sont restés respectivement à 4,25% et 4,75%, niveaux fixés depuis le 24 août 2006, contre des taux respectifs de 4,00% et 4,50% qui étaient en vigueur depuis le 22 mars 2004.

Les taux de base bancaires ont évolué dans la fourchette de 8,50% à 14,75%. Les taux débiteurs minimum et maximum moyens appliqués par les banques à leur clientèle sont restés stables au cours du quatrième trimestre 2007, se fixant respectivement à 8,17% et 14,89% aux mois de octobre, novembre et décembre 2007. Aussi, les taux débiteurs (minimums et maximums) ont-ils évolué dans la fourchette de 5,5% à 18,0% (taux d'usure).

En ce qui concerne les établissements financiers, aucune modification de taux n'a été enregistrée entre fin octobre et fin décembre 2007. Ainsi, le taux de base moyen et les taux débiteurs minimum et maximum se sont fixés respectivement à 14,40%, 17,60% et 23,30% aux mois de octobre, novembre et décembre 2007.

Par rapport à fin décembre 2006, l'évolution des taux d'intérêt est marquée par une stabilité, à l'exception du taux débiteur minimum des banques qui a augmenté de 0,25 point de pourcentage et du taux débiteur maximum des établissements financiers qui s'est contracté de 1,49 point de pourcentage.

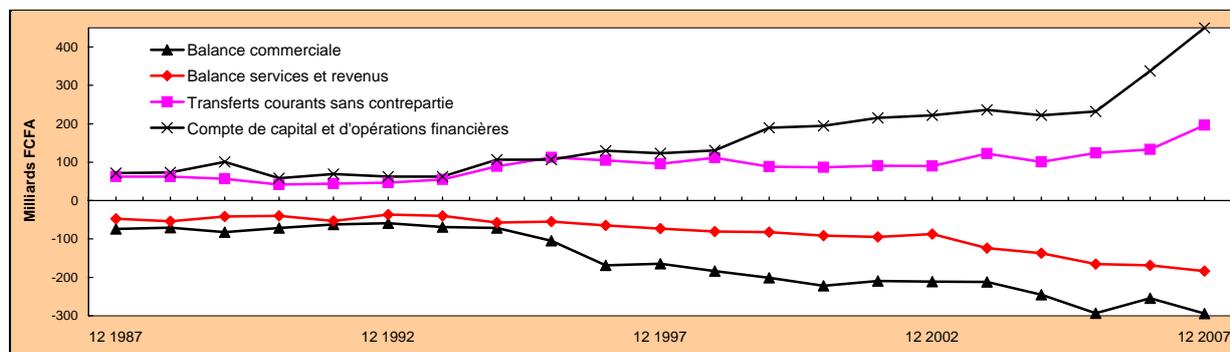
**Sources : Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest**

## Secteur extérieur

### BALANCE DES PAIEMENTS

Le secteur extérieur s'est ressenti en 2007 des effets de la conjoncture internationale marquée par la persistance à la baisse du cours de change du dollar et des cours mondiaux du coton.

Balance des paiements (En mia FCFA)	déc 2003	déc 2004	déc 2005	déc 2006	déc 2007	Var. 2007	
	Réal.	Réal.	Réal.	Réal.	Estimations	Var./2006	Var./2005
Exportations de biens FOB	186,3	253,2	247,1	307,6	290,9	-5,4%	8,5%
Importations de biens FOB	398,3	497,9	540,5	562,1	585,1	4,1%	4,0%
Balance commerciale	-212,0	-244,7	-293,4	-254,5	-294,2	15,6%	0,1%
Services	-108,9	-120,7	-154,1	-167,0	-173,9	4,1%	6,2%
Revenus	-14,9	-16,2	-10,9	-1,2	-9,5	686,4%	-6,4%
Balance des services et revenus	-123,8	-136,9	-164,9	-168,2	-183,4	9,0%	5,4%
Transferts courants sans contrepartie	122,5	101,1	123,8	133,4	196,6	47,4%	26,0%
Balance des transactions courantes (dons inclus)	-213,4	-280,5	-334,6	-289,3	-281,0	-2,9%	-8,4%
Transferts en capital	119,6	106,5	110,7	818,7	158,6	-80,6%	19,7%
Opérations financières	116,9	115,6	121,9	-481,3	291,4	54,6%	54,6%
Comptes de capital et d'opérations financières	236,5	222,0	232,5	337,4	450,0	33,4%	39,1%
Erreurs et omissions	-2,8	1,5	-1,7	1,4	0,0	-100,0%	-100,0%
Solde global	20,3	-57,0	-103,7	49,6	169,0	241,1%	



Toutefois, sur la base de bonnes perspectives en matière de production et d'investissement et à la faveur de l'Initiative d'Annulation de la Dette Multilatérale (IADM) qui a induit une hausse des entrées nettes de ressources au titre des transferts en capital (+708,1 milliards de FCFA), le solde global de la balance des paiements est ressorti excédentaire de 49,6 milliards de FCFA en 2006, soit une amélioration de 153,3 milliards de FCFA par rapport à 2005.

Sur la base des perspectives favorables en matière de production et d'investissements prenant en compte l'opération de cession des parts de l'Etat dans le capital de l'Office National des Télécommunications (ONATEL) à un non-résident, la balance des paiements du Burkina devrait atteindre 169,0 milliards de FCFA en amélioration de 119,4 milliards de FCFA par rapport à 2006.

Au niveau des opérations courantes la balance commerciale dégagerait un solde déficitaire de 294,2 milliards de FCFA, contre 254,4 milliards de FCFA en 2006, soit une détérioration de 15,6% résultant d'un accroissement des importations plus élevé que celui des exportations.

Les exportations devraient ressortir 290,9 milliards de FCFA en 2007 contre 307,6 milliards de FCFA en 2006, soit une baisse de 5,4% imputable à la contraction des exportations de coton fibre même si les produits de l'élevage, l'or non monétaire, le karité et les autres produits d'exportation ont connu des hausses respectives.

Quant aux importations et sous l'effet combiné de la dynamique des activités économiques intérieures (croissance économique réelle de 5,5% en 2006), elles devraient continuer à croître en 2007 et enregistrer une hausse de 4,1%. Elles s'établiraient à 585,1 milliards de FCFA contre 562,1 milliards de FCFA une année plus tôt imputable principalement aux produits pétroliers, aux biens d'équipement et aux biens intermédiaires.

Au titre des opérations financières et de capital, les entrées nettes des opérations s'élevaient à 450,0 milliards de FCFA durant l'année 2007 contre 337,4 milliards de FCFA en 2006, soit une augmentation de 33,4%, dû exclusivement aux flux des opérations financières dont le montant augmenterait de 772,7 milliards de FCFA en liaison avec la progression importante des investissements directs de l'étranger dans l'économie burkinabè, malgré la baisse des flux nets de capital de 80,6%.

Sources : B.C.E.A.O.

### COMMERCE EXTERIEUR

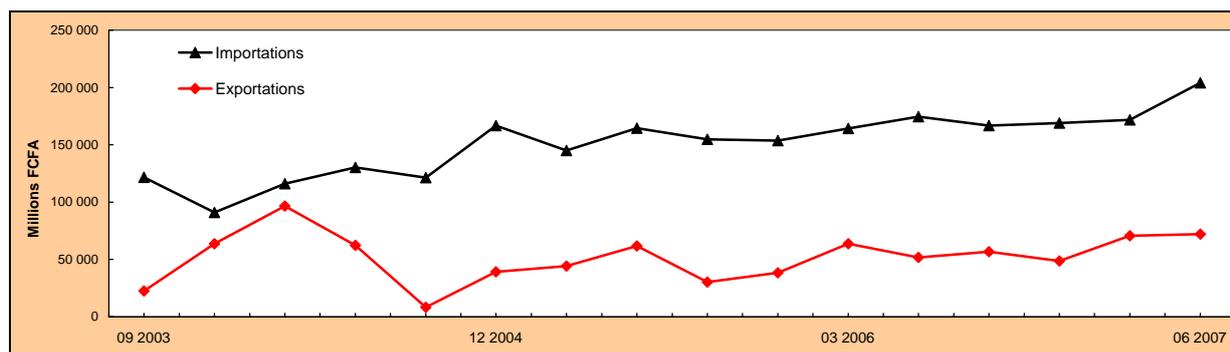
IMPORTATIONS EN VALEURS (En mio FCFA)	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Glissement	
	2006	2006	2006	2007	2007	trimestriel	annuel
<b>TOTAL</b>	<b>174 417,6</b>	<b>166 648,3</b>	<b>169 005,6</b>	<b>171 686,8</b>	<b>203 996,0</b>	<b>18,8%</b>	<b>17,0%</b>
dont:							
Animaux vivants et produits du règne animal	1 305,4	1 342,1	1 836,2	1 141,4	1 283,2	12,4%	-1,7%
Produits du règne végétal	16 853,8	16 369,3	13 128,7	14 160,0	16 671,3	17,7%	-1,1%
Graisses et huiles animales ou végétales	1 757,3	2 120,3	1 928,8	1 994,3	1 618,8	-18,8%	-7,9%
Produits des industries alimentaires ; boissons, alcools	10 304,6	11 814,7	8 450,6	10 720,4	8 772,5	-18,2%	-14,9%
Produits minéraux	50 196,7	46 506,5	46 321,5	46 001,2	51 137,1	11,2%	1,9%
Produits des indust. chimiq. ou des indust. connexes	29 796,7	22 673,3	13 368,1	23 015,7	35 238,0	53,1%	18,3%
Mat. plastiq. et ouvrages en ces matières ; caoutchouc	6 080,5	5 862,4	6 927,6	6 554,8	6 235,3	-4,9%	2,5%
Peaux, cuirs, pelleteries et ouvrages en ces matières	91,4	100,2	64,4	102,9	96,1	-6,6%	5,2%
Bois, charbon de bois et ouvrages en bois ; liège	596,1	628,0	675,9	848,4	835,4	-1,5%	40,1%
Pâte de bois ou d'autres matières fibreuses cellulosiques	3 905,5	3 879,0	3 478,3	4 366,0	4 727,8	8,3%	21,1%
Matières textiles et ouvrages en ces matières	3 057,5	2 622,7	3 773,9	3 334,9	3 755,2	12,6%	22,8%
Chaussures, coiffures, parapl., parasols, cannes, fouets...	632,5	467,0	746,8	667,2	516,3	-22,6%	-18,4%
Ouvrages en pierres, plâtre, ciment, amiante, mica...	1 150,3	1 335,5	987,8	1 532,8	1 453,0	-5,2%	26,3%
Perles fines/de cult., pierres gemmes, mét. préc.	3,6	49,4	108,9	10,9	16,3	49,8%	351,7%
Métaux communs et ouvrages en ces métaux	11 808,9	10 755,2	16 055,0	13 938,5	16 351,5	17,3%	38,5%
Machines et appareils, mat. électrique et leurs parties	20 555,8	24 710,2	30 245,4	22 560,7	33 429,5	48,2%	62,6%
Matériel de transport	12 096,8	11 902,6	16 339,2	16 175,2	17 835,2	10,3%	47,4%
Instruments et appareils d'optique, de photographie...	2 954,8	2 092,0	2 062,5	2 379,0	1 650,6	-30,6%	-44,1%
Armes, munitions et leurs parties et accessoires	48,4	0,2	132,3	64,2	239,0	272,0%	393,9%

Comparativement au deuxième trimestre 2006, les importations ont progressé de 17,0% dans une hausse des importations des machines et appareils de 62,6%, du matériel de transport de 47,4%, des métaux communs de 38,5% malgré une baisse des entrées d'instrument et d'appareils optiques de 44,1%, des chaussures, coiffures, parasols et autres de 18,4% et des produits des industries alimentaires de 14,9%.

La même tendance est observée en glissement trimestriel avec une hausse de 18,8% suite à une hausse des entrées de la majorité des produits.

Sources : I.N.S.D./ D.G.D

EXPORTATIONS EN VALEURS (En mio FCFA)	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Glissement	
	2006	2006	2006	2007	2007	trimestriel	annuel
<b>TOTAL</b>	<b>51 823,2</b>	<b>56 824,7</b>	<b>48 745,9</b>	<b>70 643,8</b>	<b>72 015,2</b>	<b>1,9%</b>	<b>39,0%</b>
dont :							
Animaux vivants et produits du règne animal	958,1	538,3	1 075,2	568,6	562,5	-1,1%	-41,3%
Produits du règne végétal	6 009,4	4 052,2	6 369,6	12 551,3	4 747,3	-62,2%	-21,0%
dont arachides	16,8	111,4	25,1	22,6	11,8	-47,8%	-30,0%
Graisses et huiles animales ou végétales	1 037,5	1 108,9	1 658,9	1 041,0	685,4	-34,2%	-33,9%
Produits des industries alimentaires ; boissons, alcools	989,9	848,6	1 222,3	2 098,8	1 469,8	-30,0%	48,5%
Produits minéraux	200,0	60,2	37,5	29,4	77,7	164,3%	-61,2%
Produits des indust. chimiq. ou des indust. connexes	392,0	272,7	65,8	70,0	724,9	935,9%	84,9%
Mat. plastiq. et ouvrages en ces matières ; caoutchouc	35,8	37,8	146,5	104,6	81,3	-22,3%	127,0%
Peaux, cuirs, pelleteries et ouvrages en ces matières	1 008,8	93,8	33,1	710,9	1 847,5	159,9%	83,1%
Bois, charbon de bois et ouvrages en bois ; liège	9,5	2,4	10,0	6,1	23,6	290,6%	149,6%
Pâte de bois ou d'autres matières fibreuses celluloseuses	149,0	34,2	14,5	53,7	62,2	15,7%	-58,3%
Matières textiles et ouvrages en ces matières	38 612,2	45 805,6	33 089,1	50 614,0	57 724,8	14,0%	49,5%
dont coton fibre	37 730,8	42 657,5	32 299,7	50 079,6	56 950,9	13,7%	50,9%
Chaussures, coiffures, parapl., parasols, cannes, fouets	0,0	0,2	0,5	0,5	1,2	142,3%	
Ouvrages en pierres, plâtre, ciment, amiante, mica	24,9	27,7	9,1	13,3	10,0	-25,0%	-59,9%
Perles fines/de culture, pierres gemmes, mét. précieux	909,1	876,8	2 735,4	512,2	384,6	-24,9%	-57,7%
dont or	908,8	873,2	2 735,4	511,4	383,9	-24,9%	-57,8%
Métaux communs et ouvrages en ces métaux	106,5	1 446,3	486,4	238,8	208,7	-12,6%	96,0%
Machines et appareils, mat. électrique et leurs parties	836,3	734,4	726,9	1 521,6	2 348,0	54,3%	180,8%
Matériel de transport	153,6	418,1	591,5	335,9	520,0	54,8%	238,6%
Instruments et appareils d'optique, de photographie	10,4	108,7	180,7	72,2	128,6	78,0%	1131,9%
Marchandises et produits divers	252,7	302,9	141,0	21,4	294,3	1272,7%	16,5%



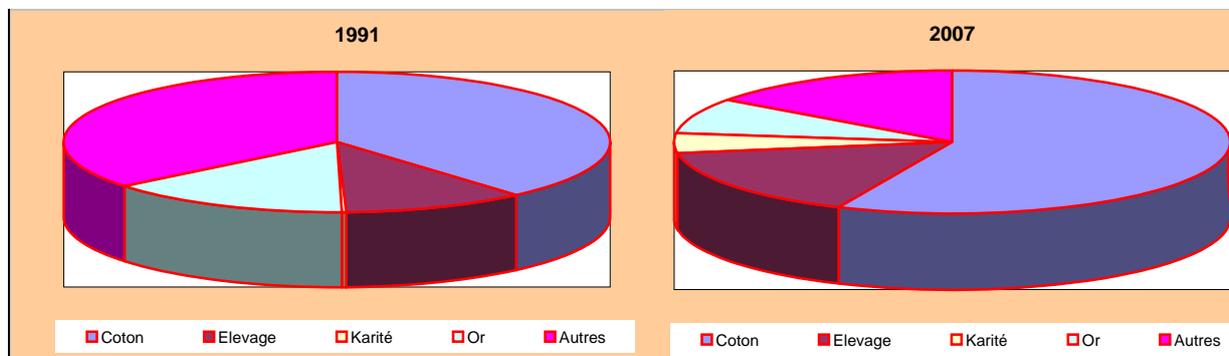
Globalement, les exportations trimestrielles oscillaient autour de 50 milliards de Francs CFA de 2000 à 2006, mais à partir de 2007, on enregistre trimestriellement plus de 70 milliards de Francs CFA d'exportation.

En glissement annuel, les exportations du deuxième trimestre 2007 enregistre une hausse de 39% imputable principalement à la hausse de 50,9% des ventes de coton à l'extérieur.

Comparativement au premier trimestre, une légère hausse de 1,9% est observée même si elle concerne la majorité des produits.

**Sources : I.N.S.D./ D.G.D**

EXPORTATIONS EN VALEURS	1991	2004	2005	2006	2007
Part du coton dans total	38,6%	64,5%	60,0%	65,2%	56,8%
Part des produits de l'élevage dans total	10,8%	12,9%	15,2%	14,2%	15,6%
Part du karité dans total	0,2%	3,8%	5,1%	3,9%	4,6%
Part de l'or dans total	14,5%	2,8%	3,2%	3,2%	8,1%
Part des autres produits dans total	35,8%	16,1%	16,6%	13,5%	14,9%

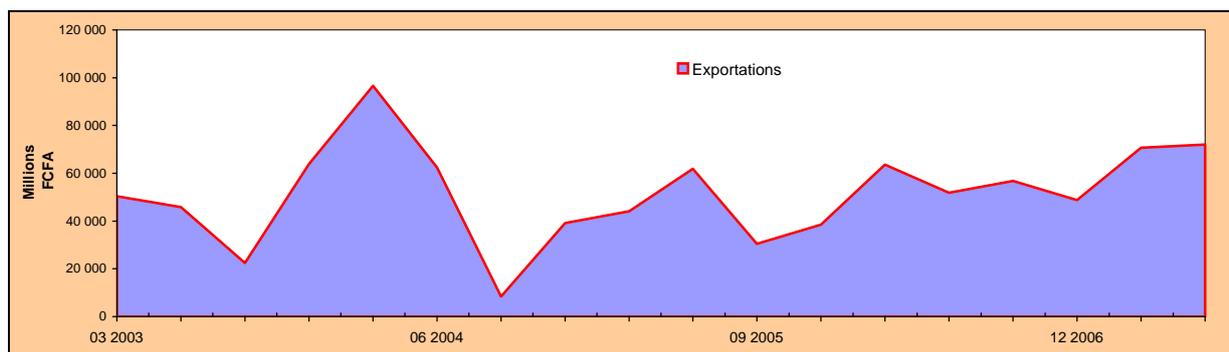


En 1991, le coton et l'or étaient les principaux produits exportés avec 53,1% des exportations, dont 38,6% pour le coton. Plus d'une décennie après, les données ont fortement évolué et le coton représente à lui seul plus de la moitié des exportations du Burkina (56,8%). L'or qui représentait 21,0% des exportations en 1990, 14,5% en 1991, a considérablement perdu du poids dans les exportations jusqu'en 2006. Cependant, la reprise de la production industrielle a permis une hausse de sa proportion dans l'exportation totale qui se situe en 2007 à 8,1%. Cette hausse devrait se poursuivre les années à venir.

Sources : I.N.S.D./ D.G.D

### COURS DES MATIERES

MARCHE INTERNATIONAL COTON : Moyenne trimestrielle	4. Trim. 2006	1. Trim. 2007	2. Trim. 2007	3. Trim. 2007	4. Trim. 2007	Glissement	
						trimestriel	annuel
Taux de change du Dollar (en FCFA)	508,7	500,6	486,6	477,4	453,0	-5,1%	-11,0%
Cours mondial du pétrole (en \$ US / Baril)	59,0	59,2	66,1	73,4	87,6	19,3%	48,5%
Cours mondial du coton (Indice Liverpool \$ US / tonne)	1 278,0	1 289,0	1 272,7	1 478,3	1 532,0	3,6%	19,9%
Cours mondial de l'Or (en \$ US / g)	21,7	22,9	23,5	24,0	27,9	16,1%	28,8%
Cours mondial du pétrole (1.000 FCFA / Baril)	30,0	28,6	32,2	35,1	39,6	13,0%	32,1%
Cours mondial du coton (FCFA / Kg)	649,9	645,2	619,2	706,0	693,7	-1,7%	6,7%
Cours mondial de l'Or (1.000 FCFA / g)	11,0	11,5	11,5	11,5	12,6	10,0%	14,7%
Pouvoir d'achat pétrolier du coton	0,022	0,023	0,019	0,020	0,018	-13,0%	-19,1%



**. Taux de change du dollar :**

Le cours du dollar a continué à baisser au quatrième trimestre 2007. En glissement annuel, une baisse de 11,0% a été enregistrée. D'un cours de 508,7 FCFA au quatrième trimestre 2006, le dollar a vu son cours chuter à 453,0 FCFA une année plus tard. En glissement trimestriel, le cours a baissé de 5,1%, passant ainsi de 477,4 FCFA au troisième trimestre à 453,0 au quatrième trimestre. La crise de l'immobilier constitue toujours la principale cause de la chute du cours du dollar.

**. Prix des produits exportés :**

La tendance haussière du cours du coton s'est maintenue au quatrième trimestre. L'indice de Liverpool est passé de 1,48 \$ le Kg au trimestre précédent à 1,57 \$ le Kg, soit une hausse de 3,6% en glissement trimestriel. En glissement annuel la hausse a atteint 19,9%. En FCFA on note cependant un fléchissement du cours du coton de 1,7% par rapport au trimestre précédent. Le Kg est ainsi passé de 706 FCFA au troisième trimestre à 694 FCFA au quatrième trimestre. Cette baisse est essentiellement imputable à la chute du cours du dollar. En glissement annuel, une hausse du cours de 6,7% a été observée. La chute du cours du dollar ne permet pas aux pays de la zone franc comme le Burkina Faso de tirer suffisamment profit de la hausse du cours du coton sur le niveau international.

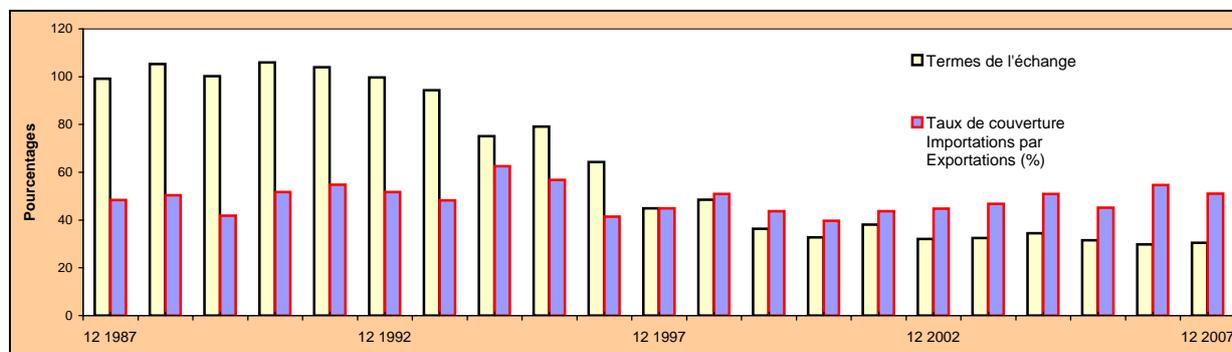
La hausse du cours de l'or (en US \$) s'est accélérée au quatrième trimestre 2007 avec des hausses remarquables de 16,1% en glissement trimestriel et 28,8% en glissement annuel. Le gramme d'or est ainsi passé de 24,02 \$ au troisième trimestre à 27,89 \$ au quatrième trimestre. En FCFA, la hausse était de 10,0% en glissement trimestriel et de 14,7% en glissement annuel.

**. Prix des produits importés :**

La hausse du cours du pétrole s'est poursuivie au quatrième trimestre avec 19,3% de hausse en glissement trimestriel et 48,5% de hausse en glissement annuel. Le baril a ainsi atteint 87,6 \$ en moyenne au quatrième trimestre avec un pic de 91,3 \$ au cours du mois de novembre. En FCFA, la hausse reste aussi remarquable avec un taux de 13,0% en glissement trimestriel et 32,1% en glissement annuel. L'instabilité au Moyen-Orient demeure les principales causes de la flambée du cours du pétrole.

**Sources : D.G.E.P / M.E.F****COUVERTURE DES IMPORTATIONS PAR LES EXPORTATIONS**

TERMES DE L'ECHANGE	12 2003	12 2004	12 2005	12 2006	12 2007	Var. 2007	
						Var./2006	Var./2005
Indice prix à l'importation	237,7	245	252,1	260	267,5	3,0%	6,1%
Indice prix à l'exportation	77,3	84,4	79,5	77,5	81,6	5,3%	2,6%
Termes de l'échange	32,5%	34,5%	31,5%	29,8%	30,5%	2,3%	-3,3%
<b>Taux de couverture Importations par Exportations (%)</b>	46,8	50,8	45,2	54,7	51,0	-6,8%	12,8%

**TERMES DE L'ECHANGE ET COUVERTURE DES IMPORTATIONS PAR LES EXPORTATIONS**

Par rapport au taux de couverture, les exportations couvrent rarement plus de la moitié des importations.

**Sources : I.N.S.D.**

## Définitions et abréviations

### Général

BCEAO :	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
DEP :	Direction des Etudes et de la Planification
DGD :	Direction Générale des Douanes (Ministère de l'Economie et des Finances)
DGEP :	Direction Générale de l'Economie et de la Planification (Ministère de l'Economie et des Finances)
DGPASA :	Direction Générale des Prévisions et des Statistiques Agricoles
DGPSE :	Direction Générale de la Prévion et des Statistiques de l'Elevage
DPCAS :	Direction de la Prévion des Crises Alimentaires et Sanitaires du Bétail
DSAN :	Direction des Statistiques Animales
ENEC :	Enquête Nationale sur les Effectifs du Cheptel
IADM :	Initiative d'Annulation de la Dette Multilatérale
IHPC :	Indice Harmonisé des Prix à la Consommation
INSD :	Institut national de la statistique et de la démographie
MEF :	Ministère de l'Economie et des Finances
MRA :	Ministère des Ressources Animales
PPTE :	Pays Pauvres Très Endettés
SIM bétail :	Système d'Information sur les Marchés du Bétail
SONAGESS :	Société nationale de gestion du stock de sécurité alimentaire
SP/PPF :	Secrétariat permanent pour le suivi des politiques et programmes financiers
TOFE :	Tableau des Opérations Financières de l'Etat
UEMOA :	Union Economique et Monétaire Ouest Africain

### Elevage :

On entend de certains termes les définitions suivantes :

- taureau : bovin mâle de plus de trois ans,
- bélier : ovin mâle entier de plus de 15 mois ; ayant au moins 2 dents adultes,
- bouc : caprin mâle de plus de 15 mois ; ayant au moins 2 dents adultes.

Les marchés de référence sont :

- marché de production : Béna (province des Banwas, région de la Boucle du Mouhoun)
- marché d'exportation : Pouytenga (province du Kouritenga, région du Centre –Est)

Les données sur les prix des animaux sont collectées tous les jours de marché par des enquêteurs du dispositif du système d'information sur les marchés à bétail (SIM bétail) géré par la Direction générale de la prévion et des statistiques de l'élevage du Ministère des Ressources Animales.

Les effectifs du cheptel sont les résultats de deux enquêtes nationales réalisées respectivement en 1990 et en 2003 et actualisées entre deux enquêtes par des taux de croît spécifiques.

### Monnaie :

Les disponibilités monétaires (M1), correspondent à une notion étroite de la monnaie. Elles comprennent la monnaie fiduciaire qui est composée des billets et pièces émis par l'agence nationale de la BCEAO pour le Burkina Faso, desquels on déduit les encaisses du Trésor et des banques, et la monnaie scripturale qui correspond aux soldes créditeurs des comptes de dépôts à vue en francs CFA ouverts au nom des particuliers et entreprises dans les banques, à la BCEAO et auprès des centres de chèques postaux. La monnaie au sens large (M2) comprend en plus de M1, les avoirs sous forme de bons de caisse, comptes à terme et autres comptes d'épargne gérés par les banques pour le compte des agents économiques.

Le ratio M1/PIB exprime le taux de liquidité de l'économie, tandis que le ratio M2/PIB, est appelé "profondeur financière". En effet, la qualité de l'intermédiation financière et les écarts entre les agents à capacité de financement et ceux à besoin de financement peuvent être appréhendés par un indicateur comme M2/PIB. Il évolue souvent dans le même sens que le taux de liquidité mais à un niveau plus élevé.

## *Crédit des contributions au TBE*

<i>NOM, Prénoms</i>	<i>Tâches</i>	<i>Structures</i>
YAGO, Namaro TRAORE, Bakari TOUGMA, Jean Gabriel	Coordonnateurs généraux	INSD
KABORE, Barbi	Indice harmonisé des prix à la consommation	INSD
MILLOGO, Antoine	Prix des produits de l'élevage	DGPSE
ILBOUDO, Abdoulaye	Prix des produits agricoles	SONAGESS
OUEDRAOGO, Dansané	Indice de la production industrielle	INSD
MILLOGO, Antoine	Production de l'élevage	DGPSE
ILBOUDO, Abdoulaye	Production de l'agriculture	SONAGESS
KONATE, Drissa SAWADOGO, Issa	Finances publiques	DEP/MEF SP/PPF
PODA, Serge Gnaniodem	Situation monétaire	BCEAO
PODA, Serge Gnaniodem	Secteur extérieur (Balance des paiements)	BCEAO
OUEDRAOGO, Dansané	Secteur extérieur (Export - Import)	INSD
ZOUNGRANA, Salifou	Secteur extérieur (Cours des produits exportés)	DPAM / DGEP



*Avec l'appui technique*  
du Projet de la Coopération allemande au développement  
**PROJET CONSEILLER TECHNIQUE AUPRES DU MINISTRE  
DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES**

